

Le Brexit et l'avenir de la City londonienne



Le centre financier de Londres, la « City », le 24 juin. LEON NEAL / AFP

La saignée s'est arrêté le troisième jour : la livre sterling s'est stabilisée et les marchés boursiers se sont redressés le 28 juin, après deux séances de carnage. Mais Londres a payé un lourd tribut au Brexit. Les actions de la Lloyds et la Royal Bank of Scotland, les plus grandes banques de Grande-Bretagne, ont diminué d'environ 30 %. Les marchés craignent que la croissance ne ralentisse au Royaume-Uni et dans la zone euro, en tirant les taux d'intérêt et les rendements obligataires encore plus bas, note [*The Economist*](#). Ce qui comprimerait les marges des assureurs et des banques – déjà faibles. Quel pourrait au-delà être l'impact du Brexit sur le centre financier de Londres. Londres compterait 250 banques étrangères et 200 cabinets d'avocats étrangers. La finance et les métiers connexes emploient 730 000 personnes. Quitter l'Union européenne menace cet équilibre heureux. Le principal souci est que les entreprises financières ne seront plus en mesure de servir l'ensemble de l'UE depuis Londres lorsque la sortie sera effective, jusqu'à deux ans après le lancement officiel des discussions sur les modalités. Les entreprises d'un pays de l'UE ont des « passeports » pour faire des affaires dans les 27 autres Etats, sans avoir besoin de filiales locales. Que va devenir le « passeport » britannique ? Avant le vote, HSBC a déclaré qu'elle pourrait transférer 1 000 personnes de son personnel de Londres à Paris et JPMorgan Chase a averti que jusqu'à 4 000 de ses 16 000 emplois en Grande-Bretagne pourraient s'en aller. Une deuxième préoccupation est que Londres pourrait perdre son statut de principal centre de la compensation des titres en euro. Un autre souci est de savoir si Londres peut maintenir son avance dans de nouveaux domaines d'activité. Par ailleurs, le lien entre les Bourses de Shanghai et de Londres est également susceptible d'être retardée. Que dire de la fusion LSE-Deutsche Börse ? Pendant ce temps, d'autres villes européennes espèrent gagner à la faveur du Brexit. Les Français ont depuis longtemps un œil sur la compensation en euros. Et Valérie Pécresse, présidente de la région Ile-de-France, « veut absolument que le plus

d'emplois possibles se déplacent vers Paris ». Certes, la City n'est pas près de disparaître. Les autres centres financiers manquent d'ampleur et d'expertise. Mais certaines entreprises iront ailleurs et l'industrie financière de l'Europe va devenir plus fragmentée et moins efficace. Le choc du Brexit a en tout cas peut-être déjà réduit l'attractivité de Londres.